

La procédure d'intégration et de réintégration à la suite d'un détachement

L'intégration consécutive à un détachement permet à l'agent de définitivement changer de corps ou cadre d'emplois, sous réserve de conditions de grade et de missions équivalentes

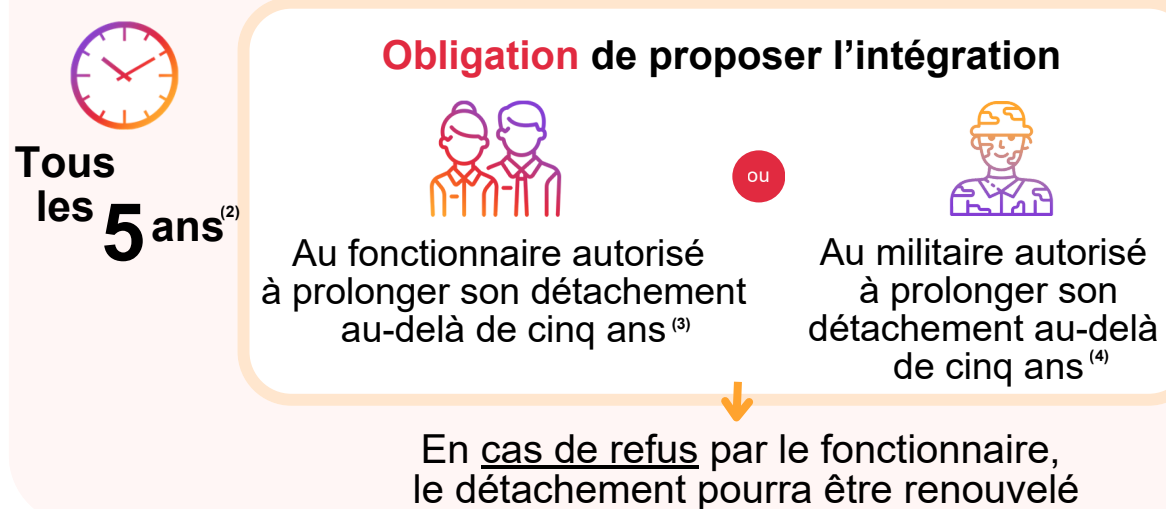
Étape 1

Identifier les cas d'intégration

A l'initiative du fonctionnaire



A l'initiative de l'administration



Le **fonctionnaire détaché sur contrat** ne peut pas prétendre à une intégration du fait de l'**absence de corps ou cadre d'emplois de rattachement**

Tous les cinq ans, il ne peut solliciter qu'un **renouvellement de son détachement**.

Étape 2

Procéder au classement

Principe : classement au regard du corps ou cadre d'emplois d'accueil

Le fonctionnaire est classé à l'indice correspondant à l'**échelon** qu'il avait atteint dans le grade de détachement

Ex : Classé au 3^e échelon, un technicien territorial est détaché pour une durée de trois ans dans le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. À son intégration, il sera positionné au 5^e échelon (IB 415 – IM 377).

Exception : classement au regard du cadre d'emplois d'origine

Ce classement s'applique généralement **en cas d'avancement de grade (AVG)** intervenu dans le cadre d'emplois d'origine.

En cas d'avancement dans son grade d'origine, le fonctionnaire détaché bénéficie du classement **le plus favorable** dans le cadre d'emplois de détachement.

Conservation de l'ancienneté⁽⁷⁾

L'agent ne perd pas son ancienneté d'échelon acquise pendant le détachement, sauf si sa réintégration lui donne **un avantage**, en terme de rémunération, **supérieur** à ce qu'il aurait eu en restant dans le grade de détachement.

Étape 3

Prendre la décision d'intégration

Collectivité/ Organisme d'accueil

→ Prise de l'arrêté portant intégration

Collectivité/ Etablissement d'origine

→ Prise de l'arrêté portant radiation des cadres

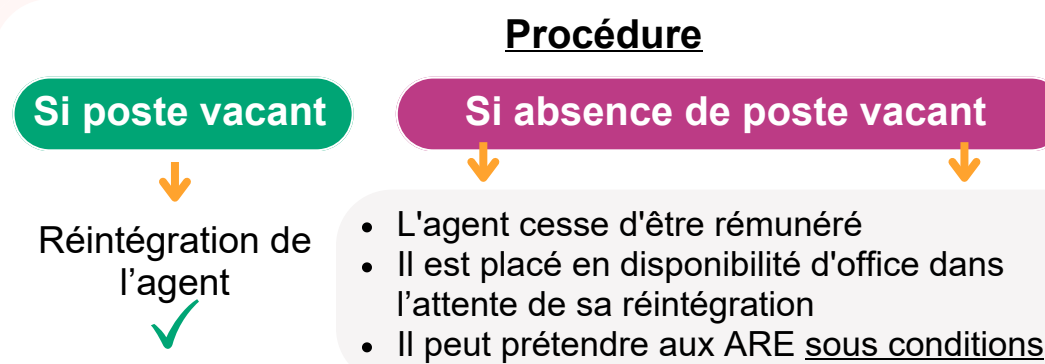
Le saviez-vous ?

Les services accomplis dans le cadre d'emplois ou le corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le cadre d'emplois d'intégration après détachement

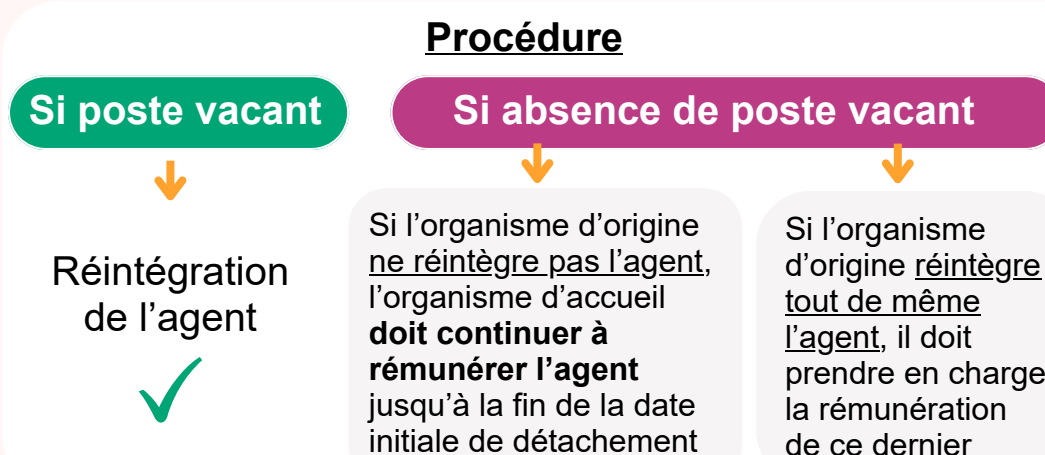
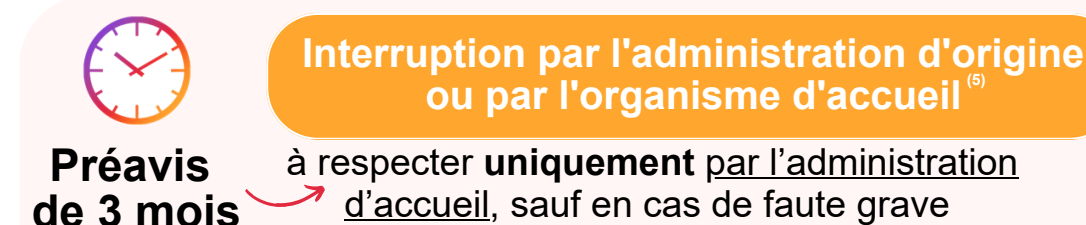
La réintégration est une procédure de mobilité par laquelle un fonctionnaire revient dans son administration et dans son corps ou cadre d'emplois d'origine.

Étape 1

Identifier les cas de réintégration



Si l'agent n'est pas réintégré à la fin du détachement, il peut être placé en surnombre, puis éventuellement pris en charge par le CNFPT ou le centre de gestion sous conditions.



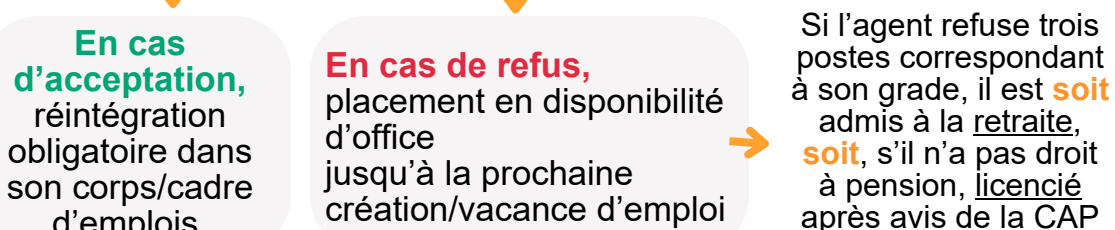
Si l'agent n'est pas réintégré à la fin du détachement, il peut être placé en surnombre, puis éventuellement pris en charge par le CNFPT ou le centre de gestion sous conditions.

Courte durée⁽⁶⁾

Réintégration obligatoire dans son cadre d'emplois et dans l'emploi qu'il occupait

Longue durée

Si poste vacant



Si absence de poste vacant

Si l'agent n'est pas réintégré à la fin du détachement, il peut être placé en surnombre, puis éventuellement pris en charge par le CNFPT ou le centre de gestion sous conditions.

Étape 2

Procéder au classement

Principe : classement au regard du corps ou cadre d'emplois d'origine

Exception : classement au regard du grade et de l'échelon atteints dans le corps/cadre d'emplois d'accueil s'ils sont plus favorables sous certaines conditions.⁽⁸⁾

Le fonctionnaire conserve son ancienneté d'échelon si l'augmentation de rémunération liée à sa réintégration est inférieure ou égale à celle qu'il aurait eue en détachement.⁽⁹⁾

Étape 3

Prendre la décision de réintégration

Collectivité/ Organisme d'accueil

→ Prise de l'arrêté portant fin de détachement

Collectivité/ Etablissement d'origine

→ Prise de l'arrêté portant réintégration à la suite d'un détachement

Informations de gestion et précisions

(1) Attention : la position statutaire dans laquelle le fonctionnaire doit être placé dans le cas de la réintégration du fait d'une faute grave n'est pas précisée dans la réglementation. Aussi, et sous réserve du contrôle du juge, il est préconisé de placer celui-ci en disponibilité d'office dans l'attente de sa réintégration.

(2) La période s'apprécie en cumulant tous les détachements auprès de la même autorité, dans le même corps ou cadre d'emplois.

(3) L'intégration peut s'effectuer :

- dans une collectivité territoriale ou dans l'un de ses établissements publics;
- dans une administration de l'Etat;
- dans un établissement public hospitalier.

(4) Les militaires du rang (ceux qui ne sont ni sous-officiers, ni officiers) ne peuvent être intégrés.

(5) Bon à savoir : le détachement peut être interrompu pour les raisons suivantes :

- intérêt du service ;
- en raison de la personne.

Dans ce cas, il est obligatoire de motiver la décision.

Si les motifs de la fin du détachement touchent à la personne (ex : en cas d'inaptitude à l'exercice des fonctions), l'intéressé doit être informé de sa possibilité de prendre connaissance de son dossier individuel.

(6) Les durées du détachement :

- courte durée : détachement inférieur ou égal à 6 mois ;
- longue durée : détachement supérieur à 6 mois

(7) Il conserve, dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, l'ancienneté d'échelon acquise dans son grade d'origine, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à son intégration est inférieure ou égale à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans son grade d'origine ou à celle qui a résulté de sa promotion au dernier échelon lorsqu'il a déjà atteint l'échelon terminal de son grade d'origine (article 11-3 du décret n°86-68).

(8) Pour plus d'informations, voir article 11-2 du décret n°86-68

(9) Le fonctionnaire conserve, dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, l'ancienneté d'échelon acquise dans son grade de détachement, lorsque l'augmentation de traitement consécutive à sa réintégration est inférieure ou égale à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans son grade de détachement ou à celle qui a résulté de sa promotion au dernier échelon lorsqu'il a déjà atteint l'échelon terminal de son grade de détachement (article 11-2 du décret n°86-68).